

Lorsque les membres de l'opposition ont proposé de désigner un contrôleur des transports afin de mettre de l'ordre dans la pagaille qui a régné dans les expéditions, l'hiver dernier lors de la crise de Vancouver, aucun ministériel ne les a écoutés. Lorsqu'on a proposé au gouvernement d'aider les cultivateurs à court d'argent à réduire leurs emblavures au printemps, personne n'a prêté l'oreille à cette suggestion. Lorsque nous prétendons qu'aucune industrie—l'industrie agricole comme les autres—ne peut survivre si elle ne parvient à vendre assez pour combler ses dépenses, le gouvernement répond qu'il a créé un Conseil des grains. On se demande si toute l'économie de l'Ouest doit se trouver au bord de l'abîme avant que le gouvernement passe aux actes.

L'agriculture attend du gouvernement qu'il lui donne des directives et qu'il prenne des mesures pour l'aider à demeurer une industrie viable et un secteur important de l'économie canadienne. Rien n'illustre mieux l'importance de cette industrie pour la nation que les chiffres du recensement de 1966. Cette année-là, la valeur totale, en capital, des fermes canadiennes était d'environ 20 milliards de dollars. La valeur de tous les produits agricoles canadiens atteignait près de 3,5 milliards, et l'agriculture représentait un huitième du commerce canadien. Dans une lettre sur l'agriculture canadienne, récemment publiée par la presse la Banque de Commerce signalait qu'en 1968 les agriculteurs canadiens avaient dépensé 7 milliards de dollars en biens et services, et contribué, cette même année, pour 1,4 milliard de dollars à notre commerce d'exportation.

Ce sont des faits qui intéressent sûrement tous les Canadiens, car ils démontrent la nécessité d'une puissante économie agricole—non seulement dans l'intérêt des agriculteurs, mais aussi dans l'intérêt de la nation tout entière. Le rapport signale que cette contribution à l'économie est due à une industrie qui a dû réduire, au cours des dernières années, sa main-d'œuvre de moitié, de sorte qu'elle ne représente plus que 7 p. 100 du total des employés au Canada, pendant qu'elle augmentait sa production de plus de 50 p. 100. Cette évolution de la productivité de la main-d'œuvre agricole est illustrée par l'augmentation du nombre de personnes que peut entretenir la production d'un seul ouvrier agricole.

D'après les chiffres du ministère de l'Agriculture—chiffres fournis par la Division de l'économie de ce ministère—avant la guerre, un seul ouvrier agricole pouvait nourrir et habiller 11 personnes. Aujourd'hui, ce nombre est passé à 42. Je vous cite ces chiffres pour montrer d'abord, que l'efficacité des fermes ne suffit pas, à elle seule, à libérer l'agriculture de l'étau qui l'enserre; deuxièmement, que le

gouvernement fait mieux de résoudre rapidement nos problèmes de commercialisation s'il veut maintenir cette efficacité, car il y va de l'intérêt du pays.

Jusqu'à tout dernièrement, le ministre de l'Industrie et du Commerce, le ministre de l'Agriculture et le ministre d'État de Saskatoon-Humboldt étaient plus ou moins chargés de la question des céréales. Le gouvernement s'est toujours montré indifférent aux suggestions de l'opposition, qu'un seul ministre, de préférence le ministre de l'Agriculture, soit chargé du programme agricole. Quand je dis «plus ou moins chargés», j'entends exactement cela, car je crois en toute sincérité que c'est cette ligne de conduite qui nous a empêchés de résoudre nos problèmes de commercialisation. Je dirais même que c'est à cause de cela qu'on n'a pas pris les mesures qui s'imposaient à un moment crucial pour établir une politique céréalière globale.

Je suis d'autant plus convaincu de la chose que dans un article publié dans le *Globe and Mail* du 14 novembre 1969, on laissait entendre que le gouvernement devait annoncer la création d'un secrétariat spécial des céréales, chargé d'établir une politique des grains. Voici un passage de l'article en question:

Les agriculteurs de l'Ouest canadien envisagent une autre année sombre et, encore une fois, une pénurie assez grave d'argent liquide, avec la perspective d'entrepôts de blé encombrés et un avenir des plus incertain, quant à la prochaine campagne agricole.

Après une année de mesures improvisées pour régler la crise du blé, le gouvernement n'a toujours pas de politique fondamentale qui lui permette de remédier à la situation difficile des fermiers de l'Ouest, par exemple, d'affecter progressivement quelques-uns d'entre eux à d'autres secteurs de production agricole ou encore de leur faire abandonner l'agriculture.

Dans les milieux gouvernementaux, on prétend que c'est à cause des luttes acharnées entre les différents ministères qui se partagent la responsabilité, en matière de politique céréalière, qu'aucune politique à long terme n'a été établie l'an dernier.

On lit plus loin dans l'article que les ministères se querellent même pour savoir le nom du ministre qui figurera sur chaque annonce.

On conseille sans cesse aux cultivateurs de remplacer la culture du blé par celle d'autres céréales, et ils ont remarquablement réduit la superficie ensemencée en blé au cours de la saison dernière. Cependant, à moins que le gouvernement ne fonde ses directives sur un examen global du marché, on se demande si, le cas échéant, nous n'aboutirons pas avec les céréales de provende à la même situation excédentaire qui existe actuellement pour le blé. Même à l'heure actuelle, nombre de cultivateurs ont encore de l'avoine et de l'orge de deux ans ou ils les vendent aux meuneries à des prix inférieurs à ceux fixés par la Commission du blé.